



Déclaration liminaire de la FSU au CTSD du vendredi 28 janvier 2022

Reprise du mois de janvier : encore un protocole encore une fois annoncé la veille pour le lendemain. Les personnels l'apprennent par la presse privée ou les médias. En quelques jours de reprise : pas moins de quatre protocoles !

Sauf dans les établissements scolaires, les salarié-es sont en télétravail. Même notre propre administration tient les réunions de 4 à 10 personnes en visio.

Mais nous, personnels de l'Éducation, notre propre ministère nous met chaque jour, face à plus de 25 élèves en école (non masqués en maternelle), face à 100 à 250 élèves voire plus en collèges et lycées, voire face à 300 à plus de 1000 élèves en collèges et lycées pour les vies scolaires (surveillants et CPE), sans même un masque chirurgical fourni depuis la rentrée scolaire (quant à parler de capteurs de CO2 et de purificateurs d'air... cela en devient anecdotique...).

Des points de vue sanitaire et pédagogique, la situation est catastrophique dans les écoles, collèges et les lycées :

* Cas positifs, cas contacts, garde d'enfants cas contacts ou positifs, les élèves, vont, viennent, partent, reviennent... Et des élèves dont les plus fragiles commencent à disparaître du radar...

* Les directeurs d'école, les personnels de direction, les enseignants, les CPE, les AED, les infirmières, ... gèrent les arrivées, les départs, les retours, le lien avec les familles, le test 0, le test J+2, le test J+4, les attestations...

* Les enseignant-es et les élèves sont dans une discontinuité pédagogique complète et nous rappelons l'urgence du report en juin des épreuves de mars des enseignements de spécialité du Bac et les besoins d'adapter les programmes à tous les niveaux.

Les conditions de travail de tous les personnels et les conditions d'études des élèves (et étudiant-es) sont dégradées de façon très aigues.

Les familles, dont celles des personnels, sont dans une désorganisation complète entre le travail, le télétravail, leurs propres soucis dans le contexte, la garde des enfants parce que des enseignants sont positifs, cas contacts, gardent leurs propres enfants, et/ou parce que leurs propres enfants le sont, et/ou voire parce qu'eux-mêmes le sont. Et en plus, il faut gérer la course aux tests PCR ou antigéniques, la course aux autotests, les délais intenable...

Défaut de protection, manque de personnels, manque de moyens, défaut de remplaçant-es, la colère des personnels et des familles a explosé le jeudi 13 janvier.

Les mobilisations interprofessionnelles d'hier démontrent que les questions salariales et de pouvoir d'achat concernent aussi les enseignant-es et davantage encore les AESH et AED. Ce gouvernement a choisi de laisser pourrir la situation pendant 5 ans, au profit d'autres acteurs économiques qui, sans les personnels de l'Éducation « ne sont rien » ...

Où en sommes-nous aujourd'hui en Isère ?

Pour la question sanitaire :

* Annonce de la distribution de 50 masques chirurgicaux par personne mais qui n'arrivent que tout juste dans les écoles et établissements.

* Annonce de la commande de masques FFP2 qui arriveront peut-être, et d'abord pour les personnels et AESH en maternelle et s'il en reste, peut-être que peut-être pour les AED du second degré mais surtout pour la demi-pension... Quid par exemple des autres AESH du premier degré et des AESH du second degré ?

* Quant aux capteurs de CO2, toujours rien d'effectif. La Région est d'accord pour s'en occuper mais pas pour les financer. Le CD38 va peut-être en financer... Où en est la part pour l'Isère du fond de 20 millions d'euros de l'État pour ce faire depuis l'automne 2021 ?

Pour la question du défaut de personnels et de remplaçant-es :

* Des « brigades Covid » d'AED sont à nouveau mises en place mais sans renfort pérenne dans les établissements.

* Il faut en appeler aux retraités et aux annonces sur Pôle emploi et sur les réseaux sociaux pour tenter recruter, mais sans grand succès, des personnels contractuels et sans recrutement pérenne.

* À ce jour, où en est-on des recrutements sur Liste Complémentaire 1^{er} degré et 2nd degré ?

* Et quid des personnels écartés de leur missions dans les établissements de santé ou médico sociaux faute de vaccination, volontaires pour effectuer des remplacements à titre provisoire dans des établissements sans obligation de vaccination, et qui ne sont pas en poste alors que l'on a cherché et recruté par ailleurs des contractuels ? C'est la 4^{ème} fois que la question est posée en instance ou en audience.

Pour la dotation de l'Isère des collèges et SEGPA pour la rentrée scolaire 2022

Avec 22 élèves de plus :

- ce sont 22,15 ETP en heures postes qui sont supprimés !
- avec encore plus d'heures supplémentaires : +3,36 ETP en HSA !
- et avec + 5 IMP distribuées, IMP qui ne sont pour les personnels que des « HSA déguisées » en place d'heures de décharge.

ULIS

Les effectifs des dispositifs ULIS explosent (+ 96 élèves) et seuls 4 dispositifs sont ouverts alors qu'il est besoin de 8. Les textes réglementaires définissant le nombre d'élèves en ULIS collège (10 élèves par dispositif) ne sont pas respectés (14 à 15 élèves en réalité), l'inclusion dans ces conditions est une maltraitance pour les élèves, les personnels et les familles.

SEGPA

En SEGPA, la diminution des effectifs en 6ème est drastique et on observe des classes à demi-effectif en 6^{ème} /5^{ème} dans 4 SEGPA (La Mure, Vizille, St Martin le Vinoux et Pontcharra), ce qui est contraire aux textes réglementaires (une SEGPA, ce sont 4 divisions).

Le constat est aussi à la difficulté de recrutement en 6ème dans la plupart des établissements (en particulier Domene, Échirolles, St Martin d'Hères). Il semblerait qu'il y ait toujours autant de dossiers transmis à la CDO mais que le principe de la circulaire de 2015 de la pré-orientation en sixième ait été transformé en "on essaye le collège général et on verra pour la 5ème ». Cela pose deux problèmes :

Quels effets sur l'orientation en SEGPA en fin de 6^e ? en particulier lorsque les élèves sont dans un collège où il n'y a pas de SEGPA ? Et sachant que les élèves poursuivent généralement leur scolarité là où ils l'ont commencée ?

Et quelles adaptations en 6ème générale sont-elles réellement mises en place ? N'entraîne-t-on pas, particulièrement en ce moment-là, des risques de décrochage ?

Nous alertons par ailleurs sur la difficulté à recruter des PLP en SEGPA.

En conséquence, la rentrée 2022 s'annonce catastrophique dans le second degré en Isère avec de multiples suppressions de postes à venir et alors que les effectifs sont stables : effectifs surchargés dans les classes, compléments de service, mesures de carte scolaire, heures supplémentaires imposées alors que les personnels sont épuisés par les conditions actuelles dont celles liées à la crise sanitaire, sans parler des besoins éducatifs et des inégalités des élèves amplifiés par cette crise.

Nous ne voulons pas de la fermeture des établissements. Nous avons suffisamment mesuré les conséquences du confinement sur l'explosion des inégalités scolaires et le décrochage scolaire. Apprendre, enseigner et éduquer sont dans une relation qui ne peut être menée à distance. Des solutions existent, mais elles passent par :

- Des moyens et des personnels en nombre suffisant à tous les niveaux (infirmières, médecins scolaires, CPE, AED, AESH, agents techniques et d'entretien, enseignants, administratifs, directions) + un contingent dédié au remplacement.
- Un protocole clair (et pas changeant en fonction de s'il y a des tests ou pas, de s'il y a des autotests ou pas)
- Des masques FFP2 fournis par notre employeur, pour protéger les personnels, en particulier les personnels du 1^{er} degré, les AED et les AESH les plus exposés mais pas que.
- De vraies campagnes de tests dans les écoles et établissements avec du personnel dédié et en renfort.

Une autre gestion de l'épidémie à l'École est tout à fait possible !

Il est donc urgentissime de créer et de programmer dès maintenant un collectif budgétaire, mais aussi pour pourvoir ces postes de traiter la question des difficultés de recrutement et donc la question salariale.

À ce jour, en refusant tout dégel du point d'indice, le gouvernement entretient les difficultés de recrutement, de remplacement, de dégradation des conditions de travail des personnels et d'études des élèves, et d'explosion de la précarité dans l'Éducation.

Santé, Justice, Education, ... : il faut en finir avec la casse des services publics !

Le 11 dans la Santé, le 13 et le 20 dans l'Éducation nationale, le 14 pour les personnels administratifs, le 27 en interprofessionnel, la liste des mobilisations en Janvier est impressionnante mais le gouvernement n'apporte toujours pas de réponses à la hauteur. La FSU38 appelle les personnels du 1^{er} et du 2nd degré à poursuivre la mobilisation dès à présent, et à participer à un rassemblement dès ce 9 février devant le rectorat pour protester contre les dotations globales insuffisantes et les fermetures de classes.